

## Article

---

« Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central »

Alain Lipietz

*L'Actualité économique*, vol. 60, n° 1, 1984, p. 72-94.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/601277ar>

DOI: 10.7202/601277ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

## *Le fordisme périphérique étranglé par le monétarisme central\**

Alain LIPIETZ

CEPREMAP\*\*

Paris

Le mode d'industrialisation le plus rapide des années 1970, le « fordisme périphérique », est entré en crise dans les années 1980. Par delà les facteurs internes, les politiques récessives ou monétaristes menées dans les grands pays développés ont joué un rôle décisif dans cette crise, qui à son tour menace de déclencher une crise bancaire internationale. Devant ce risque, le monétarisme est abandonné aux États-Unis à partir de l'été 1982, mais les dégâts causés à l'économie mondiale restent à réparer.

---

13 août 1982. Comme un coup de tonnerre dans un ciel encombré de nuées, éclate « l'événement » dont chacun attendait qu'il soit le signe du krach financier mondial : la défaillance d'un grand débiteur du Tiers monde. Le Mexique se déclare en cessation de paiement. Et, comme une avalanche, tous les autres grands emprunteurs et des dizaines de petits exigent la renégociation de leur dette.

Le désastre attendu ne se produit pas. L'été au bord du gouffre s'achève sur un automne rasséréiné. Bien sûr, rien n'est réglé. Reportées de mois en mois, scandées par la difficile renégociation de la dette brésilienne, les échéances s'accumulent, jusqu'à la conférence de Caracas et dans l'attente de l'assemblée du FMI. Le débat se développe : comment en sortir ? Et d'abord, à qui la faute ? Deux questions liées, naturellement. Car chacun sait bien que les dettes (et les intérêts) du Tiers monde ne seront pas intégralement remboursées. Toute la question est de savoir pour quelle part elles seront *annulées* (donc à la charge de prêteurs) ou *différées* (donc à la charge, augmentées de commissions et agios, des débiteurs). Le débat sur les responsabilités se trouve ainsi cantonné entre deux thèses : les banques ont prêté trop libéralement ; les pays du Tiers monde ont

---

\* Communication présentée au colloque : « Vers quel nouvel ordre mondial ? » qui s'est tenu à Paris du 28 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 1983.

\*\* Centre d'études prospectives d'économie mathématique appliquées à la planification.

emprunté déraisonnablement un argent qu'ils ont ensuite jeté par les fenêtres<sup>1</sup>.

Pourtant personne ne songe à imputer à Électricité De France ses 150 milliards de francs (20 milliards de dollars, à comparer aux 80 du Mexique) empruntés pour produire une électricité nucléaire aujourd'hui notoirement excédentaire. Emprunts gagés sur l'espérance d'une expansion industrielle que la crise, aggravée par les politiques déflationnistes menées par les gouvernements des principaux pays industrialisés, est venue démentir. Et s'il en était de même pour la plus grande partie des emprunts en cours dans le Tiers monde ?

Il est hors de question de nier qu'il y ait bien eu un usage abusif des crédits par le Tiers monde. On cite<sup>2</sup> l'incivisme des possédants, replaçant dans les banques du Nord les revenus privés acquis au Sud. 11 milliards de dollars auraient ainsi été « recyclés à l'envers » en 1982. Mais ce phénomène frappe surtout des exportateurs de pétrole comme le Vénézuéla et le Mexique : après tout, il y a là une socio-logique de la rente. On cite aussi la fringale de consommation des classes moyennes, la spéculation immobilière, etc. Mais cela concerne notoirement des pays qui furent « monétaristes » dans la décennie 1970, des pays où les gouvernements assassinaient une industrie nationale antérieurement édifiée par des dizaines d'années de substitution d'importation, ces véritables *newly desindustrializing countries* que sont le Chili et l'Argentine<sup>3</sup>.

Non, ce dont il s'agit de rendre compte, c'est de la situation dramatique de ceux qui ont principalement joué le jeu de l'investissement, pariant sur une véritable politique de l'offre, par la substitution aux importations et par la promotion des exportations, pour gager sur une « promesse de travail futur »<sup>4</sup> leurs emprunts d'hier. Ce dont il s'agit de rendre compte, c'est de l'asphyxie des nouvelles formes d'industrialisation dans les pays du Sud (et de l'Est!).

Nous rappellerons tout d'abord les principes de ces nouvelles formes d'industrialisation, convergeant vers ce type idéal que nous proposons d'appeler « fordisme périphérique »<sup>5</sup>, régime d'accumulation étroitement imbriqué à celui des pays industrialisés. Nous montrerons pourquoi, alors que le fordisme central entraînait dans la « croissance lente » des années 1970,

1. Significativement, *The Economist* (30 avril 1983) titre d'une part « Une orgie de crédit » pour décrire ce qui s'est passé du côté des banques dans les années 1970, et dans un autre article consacré à l'Amérique Latine (« Où est allé l'argent ») souligne à l'envie le gaspillage de ces crédits.

2. Voir l'article de l'*Economist* cité plus haut.

3. La part de l'industrie manufacturière dans le P.I.B. en 1981 est retombée au niveau (22%) de 1960 au Chili, en Argentine elle a chuté de 32 à 25%.

4. Selon l'expression de C. Palloix [1979].

5. La première partie résumera donc nos interventions précédentes (Lipietz [1981] [1982b]).

le fordisme périphérique a pu continuer à voguer à des taux de croissance de 10%, entraînant (et entraîné) par le reliquat de croissance « keynésienne » qui subsistait au centre. Nous montrerons ensuite comment l'application des politiques « monétaristes » au centre mena l'ensemble de l'économie mondiale, le centre, puis le Sud, au bord du gouffre... jusqu'à ce que le monétarisme lui-même fut jeté par-dessus bord, sans que pour autant soient réparés les dégâts qu'il avait ajoutés à une crise générale du fordisme, de toute manière incontournable.

#### I — QU'EST-CE QUE LE « FORDISME PÉRIPHÉRIQUE » ?

L'« ancienne Division Internationale du Travail » (où le Nord exportait des biens manufacturés et le Sud des produits primaires et de la main-d'œuvre) correspondait à un mode de développement des capitalismes centraux aujourd'hui dépassé. À cette époque de capitalisme concurrentiel, l'accumulation du capital n'engendrait pas les débouchés correspondants dans sa propre sphère. La crise de surproduction par sous-consommation était toujours menaçante (la crise de 1930 fut la dernière du genre). Les métropoles capitalistes devaient chercher des débouchés pour leurs produits à l'extérieur.

Après la Seconde Guerre mondiale, sous la pression des luttes ouvrières et de la fraction « intelligente » du capital (H. Ford, J.M. Keynes), la tendance à la surproduction trouva sa solution « interne », d'une part, dans le couplage institutionnalisé entre la hausse de la productivité dans les entreprises (due à la parcellisation du travail et à la mécanisation) et, d'autre part, dans la hausse du pouvoir d'achat des salariés (grâce aux conventions collectives et à l'État-providence). On appelle « fordisme » (Aglietta [1976], Coriat [1979]) ce régime d'accumulation et ce mode de régulation couplant forts gains de productivité et hausse du salaire réel, et on appelle « politique keynésienne » la politique économique correspondante.

Le fordisme est entré en crise à cause du ralentissement des gains de productivité, dont l'origine se trouve dans l'organisation du travail lui-même. Ce ralentissement a rendu incompatibles les coûts croissants de la mécanisation, le maintien des gains de pouvoir d'achat, et le maintien des taux de profit (Lipietz [1982a]). La crise ne *naît* donc pas d'un manque de débouché : c'est une crise de mise en valeur des capitaux. Dans un second temps seulement, l'attaque contre le pouvoir d'achat des masses populaires (pour « rétablir les profits ») a entraîné une crise de surproduction. Il n'existe donc pas de solution radicale à la crise par une simple relance de la demande populaire.

Face à la baisse de la rentabilité, les firmes capitalistes ont également réagi par la recherche de bassins d'emploi à bas salaire et à faible syndicali-

sation. L'organisation fordienne du travail permettait en effet la disjonction géographique de trois niveaux dans la division du travail (niveau I : conception, niveau II : fabrication qualifiée, niveau III : montage déqualifié)<sup>6</sup>, les tâches de niveaux I et II restant majoritairement au centre, celles de niveau III pouvant être « délocalisées » à la périphérie, d'abord à l'intérieur du centre (Ouest français, Sud des États-Unis...), puis à la périphérie immédiate (Mexique, Europe du Sud et de l'Est), puis plus loin encore.

Il ne faut cependant pas attribuer à la stratégie des firmes multinationales le rôle d'un démiurge organisant à lui seul la « nouvelle division internationale du travail », pas plus qu'il ne faut l'attribuer au mouvement fantomatique de « l'économie-monde » ou du « capital mondial »<sup>7</sup>. L'apparition des « nouveaux pays industrialisés » résulte de la rencontre entre cette tendance du capital, d'une part, et, d'autre part, le projet autonome, dans certains pays dominés, de « valoriser » leurs réserves de main-d'œuvre de cette manière. Cela suppose dans ces pays une autonomie de l'État (généralement dictatorial), à la fois par rapport aux classes exploitées, par rapport à l'impérialisme mondial, et aussi par rapport aux anciennes classes dominantes locales (orientées vers l'exploitation des biens primaires)<sup>8</sup>.

La première forme de « nouvelle industrialisation » (dans la « Bande des quatre » pays d'Asie au cours des années 1960, et aujourd'hui dans la « seconde vague de NPI » : Philippines, Maroc, etc.) peut être qualifiée de « taylorisation sanguinaire ». *Taylorisation*, parce qu'il s'agit surtout d'industries de main-d'œuvre (habillement, électronique), mobilisant à leur profit l'exploitation millénaire des femmes, rompues au type de discipline nécessaire. *Sanguinaire* parce que leurs avantages de compétitivité reposent sur une épouvantable surexploitation, elle-même fondée sur la force<sup>9</sup>. Ce modèle d'industrialisation est socialement très fragile. En outre, il comprime la demande mondiale en déplaçant seulement le lieu où se trouvent les travailleurs. Il se heurte donc à des réactions protectionnistes de « vieux pays » cherchant à sauver leurs emplois.

La forme plus achevée de la nouvelle industrialisation, adoptée dans les années 1970 par le Mexique, le Brésil, la Corée, etc.<sup>10</sup>, est plus intéressante. Que ce soit un héritage de la première politique de substitution d'importation, ou de l'existence ancienne d'un capitalisme marchand, ou

6. Sur la logique du déploiement de ces « circuits de branche » (ou plus largement de filières) voir Lipietz [1977].

7. Sur les risques du « systémisme » en la matière, voir Lipietz [1983a].

8. Voir sur ce point Salama et Tissier [1982].

9. Voir les contributions de Tissier (*ibid.*).

10. Cette stratégie avait d'ailleurs été amorcée dans les années 60 par certains pays d'Europe du Sud (Lipietz [1983b]) et de l'Est.

bien grâce à la promotion parfois « miraculeuse » des exportations de matières premières (cas du pétrole) ou encore à la suite d'une phase d'exportation manufacturière fondée sur la « taylorisation sanguinaire », apparaît dans certains pays, dans ces années-là, la conjoncture d'un capital local autonome, de classes moyennes urbaines relativement abondantes, et d'embryons significatifs d'une classe ouvrière expérimentée. Cette conjoncture ouvre à certains États l'opportunité d'une nouvelle stratégie, que nous allons appeler « fordisme périphérique ».

Pourquoi « fordisme périphérique » ?

- Il s'agit d'un authentique fordisme, fondé sur le couplage de l'accumulation intensive et de la croissance des débouchés.
- Mais il reste périphérique en ce sens, tout d'abord, que dans les circuits mondiaux des branches productives, les postes de travail et les productions correspondant aux niveaux de la fabrication qualifiée et surtout de l'ingénierie restent largement extérieurs à ces pays. D'autre part, les débouchés correspondent à une combinaison spécifique de la consommation des classes moyennes modernes locales, avec un accès partiel des ouvriers du secteur fordiste aux biens d'équipement des ménages, et des exportations vers le centre de ces mêmes produits manufacturés à bas prix. Ainsi, la croissance de la demande sociale (qui est une demande sociale *mondiale*), pour les biens durables des ménages notamment, est certes anticipée, mais elle n'est pas institutionnellement régulée sur une base nationale en fonction des gains de productivité des branches fordistes *locales*.

En somme, il s'agit d'une combinaison de la vieille politique de substitution d'importation *et* de la politique de substitution d'exportation, dans des proportions variables, et s'appuyant éventuellement sur la promotion des exportations de matières premières. Dans le même temps, cette industrialisation s'accompagne d'un regain d'importations venant du centre<sup>11</sup>, mais cette fois principalement en biens d'équipement professionnels, produits au niveau I et II de la nouvelle division du travail, et que doit compenser l'exportation de produits de niveau III vers le centre. Le fordisme périphérique, comme régime d'accumulation, peut donc s'analyser sous deux angles ;

- comme régime d'accumulation interne à chaque NPI ;
- comme régime d'accumulation couplant le centre et les NPI, du point de vue du procès de production *total* et des débouchés totaux.

11. Point essentiel : cette demande d'importation n'est plus régulée par les dépenses de revenus en consommation des classes dominantes du secteur exportateur, mais par la nécessité de mener à bien puis de faire tourner les investissements programmés : elle devient donc beaucoup moins élastique par rapport aux variations du revenu national. Voir Hausmann [1981].

Il faut insister sur l'extrême variabilité des régimes d'accumulation qu'il est ici proposé de regrouper sous le terme de « fordisme périphérique ». Le ratio des exportations (manufacturières) sur la demande intérieure varie ainsi de 4,1% pour le Mexique à 25,4% pour la Corée (en 1978) : dans chaque régime d'accumulation concret, le dosage « croissance de la demande finale interne/substitution d'importation/réexportation industrielle » n'est évidemment pas le même, ce qui reflète à son tour de grandes différences dans le mode de régulation, et surtout dans le rapport salarial, les formes de l'hégémonie des classes dominantes, etc. Significativement, le Mexique est relativement « démocrate » — au moins en secteur urbain — et la Corée dictatoriale.

Cependant il convient de ne parler de fordisme périphérique que lorsque la croissance du marché intérieur (pour les produits manufacturés) joue un rôle réel dans le régime d'accumulation national. À ce titre, il faut souligner que la Corée, que certains s'obstinent à qualifier de « pays atelier », relevant de la taylorisation sanguinaire sur des segments délocalisés d'industries de main-d'œuvre, a depuis belle lurette dépassé ce schéma, caractéristique effectivement de sa croissance dans les années 1962-1972. Mais à partir de 1973, la croissance industrielle se recentre sur le marché domestique : la part des exportations chute (de 28 à 23%) puis se stabilise, et une active politique de remontée des filières par substitution d'importations fait chuter la part de celles-ci de 27 à 20% du marché domestique. Le salaire réel, qui croissait plus lentement que la productivité, s'envole à partir de 1976, ce qui finira d'ailleurs par compromettre la compétitivité coréenne (par rapport à Taïwan...).

On ne doit donc surtout pas considérer ces pays comme de simples ateliers décentralisés au service du centre. Bien au contraire, ils assument de plus en plus (relativement au reste de l'ancienne « périphérie ») les caractères d'un capitalisme industriel en voie d'autocentrage, et jouent un rôle de « Nord au sein du Sud ». En effet l'émergence de ces pays du fordisme périphérique, comme l'accumulation d'avoirs monétaires dans certains pays de l'OPEP, provoque un véritable éclatement de la périphérie, avec un remaniement complet de la hiérarchie, qui se déroule sous nos yeux. La « périphérie » en soi n'a jamais été homogène, mais l'élément nouveau est la croissance de flux de marchandises, semblables à l'ancienne division du travail, entre les NPI et les pays restés simples exportateurs de matières premières ou complètement dépourvus de ressources. Pour tous les biens banaux fordistes, ou les branches banalisées des biens intermédiaires (comme la sidérurgie), et même pour l'ingénierie, les NPI deviennent très compétitifs et concurrencent l'industrie du centre vis-à-vis de ces pays. Des échanges éventuellement triangulaires « matières premières, émigration, produits manufacturés » se développent « de Sud à Sud ». Très significativement, ce qui caractérise les exportations des NPI vers le

Sud, c'est qu'elles sont à la fois plus « régionales », plus « sophistiquées » et plus « capitalistiques » que les exportations des NPI vers le centre<sup>12</sup>.

## II — LA CONJONCTURE DU SUCCÈS ET LES FACTEURS DE CRISE INTERNES

Le succès spectaculaire du Brésil, de la Corée, du Mexique, durant les années 1970, a battu en brèche la thèse du « développement du sous-développement ». Oui, la « périphérique » peut s'industrialiser, croître, vaincre le centre dans la concurrence sur les branches manufacturières, même les plus modernes. La croissance moyenne du produit manufacturier des NPI durant les années 1970-1978 s'échelonne de 4,6% pour le Portugal et 6,5% pour le Mexique (qui se rapproche le plus de la « substitution d'importation ») à 18,3% pour la Corée. Le PNB par habitant de ce dernier pays est passé de 70 à 2 281 dollars par habitant de 1960 à 1979. Ces taux de croissance sont à rapprocher de celui des pays du centre, des pays « socialistes », des pays de l'ancienne substitution d'importation, etc. : le succès du « fordisme périphérique » y paraît écrasant, et d'autant plus qu'y prédomine la composante exportatrice...

### 1) *La conjoncture du succès*

Il faut d'abord souligner le caractère mineur, à l'échelle mondiale, du succès des NPI, que l'on peut compter sur les doigts des deux mains. Le Nigeria, l'Iran, la Turquie, dont on attendait un rôle de « sous-impérialisme », se sont spectaculairement enlisés, ou ont explosé. L'année 1980 voit la montée des luttes ouvrières et la cassure de la croissance en Corée, au Brésil, en Pologne. Et l'année 1982 la faillite financière du modèle est déclarée au Mexique.

Ce succès spectaculaire, mais limité dans l'espace et dans le temps (la décennie des années 1970 pour la plupart, un peu plus tôt pour l'Europe du Sud), renvoie à des conditions à la fois internes et externes. Nous ne parlerons guère ici des conditions internes, mais surtout des conditions externes, qui pèsent d'un poids tout particulier (justement parce qu'il s'agit de fordismes périphériques).

Le régime d'accumulation qui tend en effet à se mettre en place n'est pas sans rappeler l'exemple de l'industrialisation française après-guerre, avec une première phase de reconstruction grâce aux importations de biens d'équipement et aux « transferts de technologie » depuis les États-Unis financés par le Plan Marshall, emprunts remboursés par des exportations « bas de gamme », et une seconde phase de développement du marché intérieur, avec absorption de la paysannerie dans le salariat, reconquête (jusqu'en 1968) du marché intérieur de la section I, etc.<sup>13</sup>.

12. Voir le rapport IRFI [1982].

13. Voir Bertrand [1979].



Mais les différences sautent aux yeux : face au mouvement fordiste, la France disposait déjà d'une base industrielle qualifiée, et, surtout, les formes institutionnelles de l'intégration du salariat, qui allaient offrir les débouchés internes de la croissance, se mettaient en place dans le même temps. Le régime de transition de l'après-guerre et les emprunts Marshall ne faisaient qu'anticiper la mise en place d'un régime d'accumulation relativement autocentré avec des procédures de régulation dépendant de la souveraineté nationale. Tout autre est le cas de l'industrialisation périphérique, qui, en tant que régime d'accumulation et en tant que mode de régulation, est d'emblée et durablement internationalisée. Dans ce cas en effet, la section I du fordisme central est censée équiper une section II périphérique produisant des biens de consommation pour l'ensemble des producteurs (ce qui est toujours vrai!), qui se trouvent répartis entre une masse centrale à forts revenus mais faiblement croissants et une masse périphérique à revenus certes croissants mais à partir d'un niveau très faible.

Par ailleurs, le développement du fordisme périphérique fut également financé par l'emprunt de capitaux extérieurs. Ce financement était gagé sur :

- les revenus à venir des exportations traditionnelles (y compris le pétrole, l'émigration).
- la « promesse de travail », elle-même subordonnée à la mise en route, dans de bonnes conditions de rentabilité, des nouveaux processus de production établis dans les NPI, mais aussi à l'existence de débouchés futurs pour cette nouvelle production,
- le recyclage quasi obligé des capitaux empruntés dans l'achat des biens d'équipement au centre.

Ce régime a unanimement été jugé « jouable » par la communauté internationale des prêteurs, d'autant qu'elle se trouvait faire face, avec le premier choc pétrolier, à une explosion du volume des liquidités disponibles. Les excédents de l'OPEP, placés chez des banquiers privés, cherchaient en effet à se prêter à tout prix. Ces énormes excédents pétroliers (laissés en compte dans les banques occidentales sous le nom de « pétromonnaies ») ont été recyclés de façon brillante mais incontrôlée vers les pays en déficit, en particulier ceux dont l'expansion semblait la plus prometteuse, les NPI. De 1974 à 1978, les encours internationaux des principales banques occidentales sont passés de 280 à 900 milliards de dollars, les banquiers faisant littéralement le siège des emprunteurs potentiels. Le mouvement fut relancé lors du second choc pétrolier.

Dès lors, le financement bancaire international, qui accompagne cette internationalisation de la production, prend le pas sur l'investissement direct. Plus généralement, « l'économie d'endettement international privé »

prend le pas à la fois sur les investissements directs et sur les prêts publics aux « pays en voie de développement », surtout pour les NPI. Ce phénomène capital des années 1970, qui bouleverse d'ailleurs la représentation traditionnelle de la « dépendance » (puisque ce sont des classes dominantes locales qui font le « libre choix » de s'endetter pour financer leur consommation et leur développement!), a été largement décrit et analysé<sup>14</sup>.

Remarquons que, du point de vue des transferts de valeur de la périphérie vers le centre (et à condition d'agglomérer les banques de l'OPEP au système financier central, ce qui soulève des problèmes théoriques et politiques que nous n'aborderons pas ici), le nouveau système est tout aussi efficace que l'ancien. Non seulement les exportations des NPI ne paient pas toujours leurs importations, mais une part croissante sert à payer l'intérêt des dettes: au classique « rapatriement des profits des multinationales » s'est ajouté le lourd service de la dette.

On dénonçait jadis couramment le fait que la balance des capitaux (nette des profits rapatriés) des pays dominés était en général déficitaire. Il en est aujourd'hui de même pour l'endettement: depuis 1979 le service de la dette des « pays en développement non pétroliers » dépasse la croissance annuelle de leur dette extérieure à long terme (voir tableau 1). Autrement dit, ces pays remboursent plus qu'on ne leur prête. Ce service de la dette, dont plus de la moitié représente le versement de l'intérêt (le reste étant l'amortissement du principal), ne peut donc être payé que par les exportations de biens et services, dont 20% y sont en moyenne consacrés (même la Corée y consacre 13%). Or, à la fin des années 1970, la balance des biens et services, même pour les NPI, est elle-même déficitaire. Depuis 1980, par conséquent, ces pays équilibrent leurs paiements par des emprunts à court terme.

TABLEAU 1  
PAYS EN DÉVELOPPEMENT NON PÉTROLIERS:  
FLUX ET REFLUX DU CRÉDIT À LONG TERME

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
Variation d'encours (milliards dollars)	23,3	26,5	29,4	40,2	56,0	50,1	77,3	55,1
Service de la dette (intérêts + amortissements) (milliards dollars)	17,5	21,4	23,8	30,3	43,7	60,5	75,2	96,4
Ration du service de la dette sur Export. de biens et services (%)	11,2	13,5	12,8	13,8	17,0	18,3	18,2	20,8

SOURCE: Llewellyn [1982].

14. Voir Palloix [1979], CEPII [1980], Michalet [1980], et les rapports annuels du FMI et de la Banque Mondiale.

Ce glissement du financement du déficit (gagé, rappelons-le, sur l'espoir d'exportations futures) vers des formes de plus en plus volatiles est excessivement dangereux, mais il fonctionne, parce qu'existe au même moment une source de création monétaire sans limite légale : l'euro-marché, ou plutôt le xéno-marché. Cette création sans contrôle de monnaie de crédit est basée sur le pari que l'expansion des NPI peut et va continuer. Pour reprendre le mot de C.A. Michalet « c'est l'absence de « régulation » (au sens américain, c'est-à-dire de « réglementation ») du système bancaire privé transnational qui permet une « régulation » (au sens français, un ajustement de la demande anticipée et de l'offre potentielle) du système capitaliste mondial ».

Le fait qu'il n'y ait pas de limite légale à la création monétaire internationale n'empêche pas la monnaie de crédit privée de devoir assurer ses arrières par l'accès à une monnaie de crédit ayant reçu le sceau officiel de puissants États industriels<sup>15</sup>. Or les années 1970 offrent justement de forts déficits commerciaux réglés par l'émission discrétionnaire de dollars. Ces xéno-dollars constituent en quelque sorte la « base » de la création de la masse monétaire transnationale. Les prêts du système bancaire international qui valident par anticipation la croissance des NPI se trouvent ainsi partiellement « pseudo-validés » par la monétarisation des dettes assurée par la Réserve Fédérale américaine. Or ce « laxisme » monétaire américain qui a cours pendant les années Carter (mise à part la première offensive monétariste de fin 1979 — début 1980) s'inscrit lui-même dans une politique keynésienne plus générale qui contribue à entretenir une croissance, affaiblie mais encore substantielle, de la demande sociale dans les pays centraux.

Ainsi, dans les années 1970, se trouvent concentrées des conditions « miraculeuses » pour le succès de la « nouvelle industrialisation » :

---

15. Contrairement à la thèse classique, la masse monétaire n'est pas le produit d'une base (métallique ?) par un « multiplicateur ». Elle est déterminée de manière endogène par la demande des emprunteurs auprès des banques qui « antévalident » leurs projets. Ces projets consistent en effet en l'engagement de moyens de production et de travail créateur de valeur, mais cette valeur devra faire l'objet de la « sanction » du marché (être « validée ») par la vente des produits. Ces valeurs en cours de production et de validation peuvent être appelées « valeurs en procès ». Les banques qui ouvrent des lignes de crédit aux entrepreneurs anticipent cette validation par la vente des produits. Ces banques doivent néanmoins mettre à la disposition de leurs clients une part de leur crédit sous forme de monnaie ayant cours forcé (internationalement : le dollar). Elles l'obtiennent auprès des Banques Centrales (en l'occurrence la FED américaine), qui, au vu des titres des banques commerciales sur les engagements des entreprises, émettent de la monnaie à pouvoir monétaire officiel. Cette opération de « monétarisation des créances » (à travers le marché monétaire, le réescompte) crée la « base monétaire », la fraction des crédits dont les Banques Centrales estiment qu'ils seront « sûrement » validés. Opération de « pseudo-validation » qui anticipe *officiellement* et avec la garantie d'un État la menée à bien des processus de production et de commercialisation qui soutiennent les valeurs en procès (Lipietz [1983c]).

- le fordisme est en crise au centre du côté de la productivité, alors qu'il est encore dans la vigueur de sa jeunesse à la périphérie. Les écarts de productivité se réduisent et sont plus que compensés par les écarts de coûts salariaux.
- Malgré cette crise du fordisme, les états centraux poursuivent une politique keynésienne de soutien de la demande, qui offre aux NPI des parts de marché en croissance relative et absolue.
- L'existence de xéno-dollars adossée à une politique laxiste d'émission monétaire aux États-Unis (mais aussi en RFA et au Japon) offre à l'investissement dans les NPI des crédits faciles.

Les deux dernières conditions disparaîtront avec l'accès du monétarisme à l'hégémonie au centre. Nous allons revenir sur ce point, qui constitue le centre de cette intervention. Mais il ne faut pas oublier la fragilité de la première condition, facteur de crise interne qui, même en l'absence de facteurs exogènes récessifs, aurait conduit à la crise du fordisme périphérique.

## 2) *Les facteurs internes de crise*

Les facteurs généraux (et donc aussi locaux) de la crise du fordisme sont en effet aggravés par ses caractères spécifiquement périphériques.

Du côté du procès de travail, on retrouve, plus ou moins atténués, les problèmes de la substitution d'importation des années 1960 : difficulté d'atteindre le niveau de productivité normal au centre (largement compensée par la différence des salaires), et surtout coût croissant des biens d'investissements importés au fur et à mesure que l'appareil productif s'étoffe en industries lourdes. Quant aux industries de main-d'œuvre, outre la montée du protectionnisme au centre, on assiste à une réversibilité de la délocalisation : les techniques à faible intensité de capital localisées à la périphérie sont vivement concurrencées par les techniques fortement automatisées, localisées nécessairement dans des espaces de niveau I ou II, donc au centre. C'est très net dans le textile (où la production de masse est maintenant plus rentable au centre, seule la couture à façon étant intéressante en Asie), et la situation est fluctuante dans l'électronique.

Du côté de la demande, la croissance de celle-ci étant faible au centre (typiquement dans l'automobile), la principale demande de consommation de masse nouvelle naît de la croissance des revenus salariaux à la périphérie. Certes le salariat se développe, mais le salaire unitaire est bridé par la nécessité de rester compétitif, par rapport au centre... et aux concurrents de la périphérie : dilemme qu'impose par exemple à la Corée la concurrence de Taïwan, au Portugal celle de la Tunisie, etc.

Quant à la régulation socio-politique d'ensemble, elle se caractérise très vite par un « chaos des rapports sociaux ». Coexistent à la fois dans les NPI des structures autoritaires nécessaires au maintien de très forts taux d'exploitation dans les secteurs exportateurs, taux eux-mêmes fortement diversifiés (entre le quasi-esclavage de l'agriculture exportatrice, la taylorisation sanguinaire dans les *sweat-shops* du textile, l'accès à des normes pré-fordiennes dans les industries lourdes) et la montée des classes moyennes urbaines et du syndicalisme indépendant dans les usines, qui poussent à la démocratisation. Ou bien cette poussée est refoulée, et la répression déstabilise le régime (Corée, Pologne), ou elle explose de manière incontrôlable (Iran), ou elle est satisfaite plus ou moins en souplesse (Espagne, Portugal, Brésil), mais elle reste précaire et ouvre les vannes des revendications ouvrières, brisant la compétitivité de la « substitution d'exportation ».

D'un point de vue strictement économiste, l'industrialisation périphérique restait possible tant que la hausse de la composition du capital impliquée par la « remontée des filières » se traduisait par un volume d'importation de biens d'équipement certes fortement croissant, mais acceptable compte tenu de la facilité du crédit international et de brillantes perspectives de réexportation. Si l'on tient compte du fait qu'en outre les NPI restent dépendants, pour la plupart, en matières premières et en exportent quelques-unes, la stabilité du modèle sur une décennie apparaît rétrospectivement miraculeuse.

### III — LE FORDISME PÉRIPHÉRIQUE AU PIÈGE DU MONÉTARISME CENTRAL

Depuis dix ans le fordisme central survit à sa crise, latente depuis la fin des années 1960, ouverte par le catalyseur du premier choc pétrolier. Il l'a pu en maintenant les formes de la « régulation monopoliste »<sup>16</sup>. D'une part, le maintien et même souvent la progression du pouvoir d'achat de la masse salariale, malgré la désindustrialisation, et surtout grâce à la croissance des emplois tertiaires et du salaire indirect, empêcha un effondrement cumulatif de la demande et de la production. D'autre part, la « monétisation des créances », principalement celle que les pays de l'OPEP détenaient sur la production du centre, par le système bancaire international, qui offrait des crédits sur la base des dépôts en pétro-dollars, permettait de suspendre la dévalorisation des capitaux touchés par la crise, et de financer les nouveaux investissements sur le simple pari que l'accumulation intensive élargie mondiale reprendrait son cours. Nous avons vu que le développement du fordisme périphérique se fonde sur ce pari et, comme il est de règle dans tout régime d'accumulation, contribue partiellement à le réaliser.

16. Concept introduit par le CEPREMAP [1977], Boyer et Mistral [1978], Lipietz [1979], etc.

Le monétarisme consiste essentiellement dans un refus de ce pari, dans le choix d'ouvrir la crise, de remettre en cause le partage de la valeur ajoutée entre capitaux et salariés, de ne plus financer à crédit les capitaux non rentables et les consommateurs insolubles. Le tout au nom du mythique « assainissement », comme si, en déchirant délibérément les filets de sécurité qui empêchaient l'effondrement du régime de croissance fordiste parvenu à ses limites, on libérerait un nouveau régime de croissance, dessiné miraculeusement par la « main invisible du marché », et qui ne demandait qu'à se libérer du keynésianisme, comme les forces productives de « l'enveloppe périmée des vieux rapports de production » dans la vulgate marxiste !

### 1) *La marche à l'abîme*

L'attaque contre le revenu des salariés au Royaume-Uni puis aux États-Unis, et la hausse délibérée du taux d'intérêt dans le but de ralentir la création de monnaie de crédit furent les deux leviers principaux de cette politique. Or, la régulation de la création de monnaie internationale dépend crucialement de la « base » (la monnaie US détenue par les non-résidents, ou xéno-dollars) et du taux d'intérêt sur le marché américain. En effet, le volume de la *hot-money*, celle qui vagabonde de pays en pays en fonction de la rémunération, est devenu tel que le taux d'intérêt aux États-Unis (épaulé par celui sur la livre sterling) s'impose pratiquement à toutes les banques centrales qui doivent protéger leur balance des paiements<sup>17</sup>. Et cette monnaie flottante (essentiellement des pétro-dollars prêtés et reprêtés) était justement celle qui finançait la croissance des NPI et le refus de l'austérité dans les pays du centre à déficit commercial.

Pour un « assainissement », ce fut un assainissement. En 18 mois, le thachérisme anéantit toute la croissance industrielle du gouvernement travailliste Callaghan (-15%), et en trois trimestres le reaganisme annula celle de la présidence Carter (-10%). Ce qui restait de croissance au centre fut brisé jusque dans les pays les plus sociaux-démocrates, jusque chez l'exportateur le plus compétitif (le Japon). Cette récession généralisée entraîna en quelques mois la chute de la demande de matières premières, y compris en pétrole. De ce fait, les excédents de l'OPEP s'asséchèrent, mais l'envol du dollar, dopé d'abord par la hausse des taux d'intérêt, ne laissa aucun répit quant au prix du pétrole pour les importateurs, tout en aggravant la récession aux États-Unis.

Dès lors, la crise des NPI était inévitable. D'une part, leurs marchés « extérieurs » (c'est-à-dire principalement centraux) se contractent, au moment où ils ont à rembourser les emprunts qui avaient financé leurs investissements, et alors que le prix du pétrole (pour ceux qui n'étaient pas

17. Il s'agit du taux d'intérêt réel, c'est-à-dire ce que rapporte le placement dans une monnaie, déduction faite des pertes en valeur internationale dues à sa dévaluation relative.

exportateurs) continue à croître. Nous avons vu que depuis 1980 tous les NPI roulaient sur des crédits de court terme pour assurer le remboursement de leur dette à long terme. Or, c'est à ce moment précis que, d'autre part, à cause de l'assèchement des excédents de l'OPEP et de la hausse des taux d'intérêt, la surliquidité mondiale des années 1970 se transforme en pénurie de capitaux : les xéno-dollars se font rares et chers.

La crise atteint un niveau dramatique, qui pour la première fois évoque l'enchaînement dépressif des années 1930, malgré la robustesse de la régulation monopoliste sous les coups du monétarisme. Pendant trois années de suite la croissance est stoppée au Nord, et pour la première fois depuis le début des années 1970, elle l'est aussi au Sud, y compris dans les NPI. Le commerce international, qui croissait encore à 5-6% à la fin des années 1970, se contracte en 1981 de 3% (en volume). En 1982 le revenu par habitant diminue au Moyen-Orient, en Amérique Latine : jusqu'ici il ne diminuait qu'en Afrique, si l'on ose dire. La demande mondiale, interne et externe, s'est éteinte, et c'est cette année que les pays du Tiers-monde (essentiellement les exportateurs industriels) doivent rembourser 80 milliards de dollars de crédits à long terme, sans doute 200 milliards en comptant le court terme.

Tous les pays qui avaient misé sur la réexportation pour payer leur dette, de la Pologne au Mexique, en passant par le Chili de Pinochet (le pays le plus endetté par habitant) sont en fait en cessation de paiement. Résumé par le graphique 1, le piège s'est refermé sur la « nouvelle industrialisation ».

« Et le second choc pétrolier ? » dira-t-on. N'est-ce pas lui, plutôt que le « choc monétariste », qui ruina la nouvelle industrialisation ? Certes, il ne fut pas pour rien dans l'affaire, et notamment dans le basculement des gouvernements « centraux » vers le monétarisme. Mais observons d'abord que le premier choc pétrolier avait au contraire donné le coup d'envoi à la généralisation de la « nouvelle industrialisation », et que le Mexique et le Vénézuéla auraient dû profiter de ce second choc. *L'Observateur de l'OCDE* (janvier 1983), qui impute la cassure à ce facteur, livre lui-même des chiffres qui nuancent fortement cette interprétation (tableau 2). C'est en effet en 1980 que le coût des intérêts fait un bond en avant (première offensive monétariste), en 1981 que s'écroule le prix de leurs exportations, en 1982 que se brise la croissance du volume de leurs exportations.

Résultat : selon le *Rapport de la Banque Mondiale* 1983, les termes de l'échange (indices des valeurs unitaires à l'exportation/indices des valeurs unitaires à l'importation) des « pays à revenus intermédiaires importateurs de pétrole » se dégrade, en 1979-1982, de 10,7% contre 9,7% lors du « premier choc » (1973-1976) : les variations sont donc du même ordre. Mais le pouvoir d'achat des exportations (le chiffre précédant multiplié

GRAPHIQUE I  
L'ÉTRANGLEMENT FINANCIER DU FORDISME PÉRIPHÉRIQUE

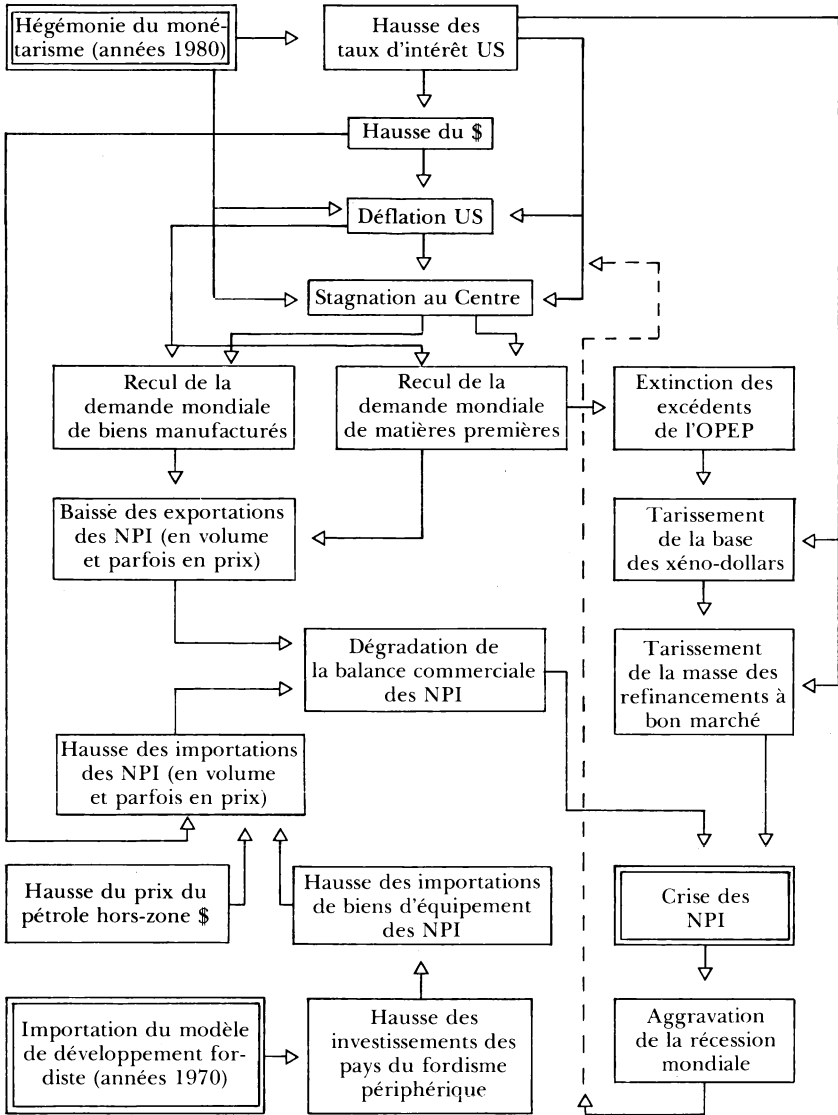




TABLEAU 2  
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS D'INTÉRÊT DE LA DETTE ET DES EXPORTATIONS  
DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT NON MEMBRES DE L'OPEP, 1970-1983

Dettes à moyen et à long terme

	1970- 1973	1973- 1978	1979	1980	1981 prél.	1982 est. (a)	1983 proj. (a)
<b>Intérêts et exportations</b>							
(pourcentages annuels de variation)							
Paiements bruts d'intérêts .....	20	27	40	48	31	25	10
Exportations							
• Recettes .....	23	19	28	25	5	-6	1
• Prix .....	12	13	18	17	-5	-8	-2
• Volumes .....	10	6	9	8	10	3	3
<b>Coût nominal des intérêts (%)</b>							
Coût courant de la dette à							
taux variable .....	8	9	12	15	17	17	13
Coût moyen de l'encours total							
de la dette							
• Nouveaux pays industriels .....	7	9	10	12	14	15	12
• Pays à revenu intermédiaire .....	4	5	6	8	8	10	10
• Pays à faible revenu .....	3	3	3	4	4	5	5
<b>Dettes en cours</b>							
(pourcentages annuels de variation)							
• Nouveaux pays industriels .....	22	26	18	16	19	17	12
• Pays à revenu intermédiaire .....	8	21	21	17	16	16	14
• Pays à faible revenu .....	17	21	15	13	10	16	15

(a) Dans l'hypothèse de taux de change constants.

par l'accroissement du volume des exports) croît de 2,5% contre 4,5% lors du premier choc : la différence entre les deux chocs, c'est que le second est « géré » en suscitant non seulement un déplacement, mais une contraction de la demande effective mondiale. Il est cependant remarquable que cette croissance du pouvoir d'achat des exportations reste quand même positive. L'étranglement de ces pays se situe donc bien plus dans le poste financier de la balance des paiements courants, que dans le poste commercial. D'ailleurs (toujours selon le même rapport), les variations de « prix relatifs » (si l'on peut dire) y sont beaucoup plus sensibles. Le taux d'intérêt « réel » de l'euro-dollar, c'est-à-dire le taux à trois mois déflaté par les prix à l'exportation de tous les pays en développement (donc y compris OPEP), qui est de 0% en 1970-1972, chute à -30% en 1974 (à cause de la hausse du pétrole), oscille autour de 0% en 1975-1978, ne chute qu'à -10% en 1979, mais remonte à +20% en 1981 et 1982!

Rappelons enfin que le prix du pétrole passe à 34 dollars le baril à une époque où le dollar est fortement déprécié. La hausse du dollar a elle-

même considérablement amplifié la rente pétrolière unitaire, mais cette hausse est un effet de la politique monétariste de la FED.

Quelle que soit la responsabilité du second choc pétrolier dans le dérèglement du commerce international, et quelque hypothèse que l'on puisse échauffer sur ce qui se serait passé si ce choc pétrolier n'avait pas été suivi d'un choc monétariste, il n'en reste pas moins que la hausse du prix du pétrole fut traduite en récession mondiale durable par le biais de cette politique monétariste.

Dans tous les cas, le tournant monétariste fin 1970 — début 1980 marque un refus, politique, social, voire culturel, d'anticiper le bouclage futur du circuit de la monnaie, le refus d'anticiper la validation ultérieure des capitaux engagés. Or nous savons que la confiance dans l'avenir se projette dans le présent à travers l'investissement, qui contribue à son tour à valider les engagements passés de capital dans la production des biens de production. Le monétarisme, en déclarant close l'ère de la « contrainte douce »<sup>18</sup>, poignarde ce qui restait de la croissance « keynésienne » des années soixante-dix et qui avait quand même permis des rythmes d'expansion industrielle de l'ordre de 2 à 4% dans les pays centraux, et de l'ordre de 10 à 15% dans les pays du fordisme périphérique (ce qui n'est quand même pas si mal pour une période de grande crise!).

Le monétarisme ne veut plus gager le coût de l'investissement sur la valeur anticipée, en procès, du produit futur; comme Shylock, le marchand de Venise qui exige sa livre de chair, il exige son poids de valeur validée. Du coup, il transforme en catastrophe à bord franc ce qui n'était qu'une douloureuse inflexion après vingt ans de croissance fraîche et joyeuse. Il déchire les filets de sécurité de la régulation monopoliste, détruisant ces puissants stabilisateurs de la demande sociale que sont les institutions de l'État-providence, brisant les fils des valeurs en procès pseudo-validées, il va précipiter dans l'abîme un monde qui réellement progressait encore parce qu'il était réellement enchanté par le rêve d'une expansion à crédit.

## 2) *Le monétarisme jeté par dessus bord*

Jupiter rend fou ceux qu'il veut perdre, mais les hommes font quand même leur propre histoire. Au bout de deux années de conjonction Reagan-Thatcher, la production s'étant écroulée de plus de 10% dans leurs pays et la récession s'étendant au monde entier, le spectre de 1930, différé depuis neuf ans, resurgit à l'été 1982. Pourtant, la communauté financière internationale a été informée officiellement de la hiérarchie des validations (ou plutôt des dévalorisations sélectives) à laquelle veut

---

18. Selon l'expression de Kornai [1979].

s'en tenir la FED : en gros, on accepterait la faillite de toutes les « petites » valeurs en procès et même des grosses valeurs industrielles, mais on ne laisserait pas s'écrouler le système bancaire, qu'il s'agisse de grosses banques ou d'États. Tuer les valeurs en procès, sans tuer la confiance dans la monnaie de crédit fondée sur elles...

Plus facile à dire qu'à faire. Car le jeu des ante- et des pseudo-validations est maintenant inextricable et l'engagement des banques dans le financement d'investissements, à la validité rendue douteuse par la récession, est considérable. De grandes banques privées sont devenues les prêteurs en dernier recours de « petits » États.

Les faillites industrielles se multiplient. Mais les créances sur ces groupes constituent une part notable de l'actif de certaines banques.

Le 17 mai 1982, Drysdale Government Securities fait banqueroute : la Chase y perd 258 millions de dollars. Pour calmer la panique, la FED doit injecter (pseudo-valider) 3 milliards. Juin-juillet : c'est la faillite de la Banco Ambrosio, première banque privée italienne, et de sa filiale luxembourgeoise, endettée auprès de la Midland Bank. La banque centrale italienne refuse d'assumer ses responsabilités implicites (aux yeux de la communauté financière) en ne remboursant pas la Midland et les autres banques, qui perdent 400 millions de dollars dans l'affaire. Juillet : la Penn Square Bank fait faillite, mettant en défaut de trésorerie ses prêteurs Continental Illinois et à nouveau la Chase Manhattan. La question commence sérieusement à se poser : à partir de quel niveau les banques centrales « laisseront-elles tomber » les banques de second rang en ne pseudo-validant plus leurs pertes ?

Remarquons que depuis six mois la question se pose déjà pour la Pologne, insolvable, mais qu'on continue à déclarer « en retard de paiement », car ce faisant on maintient la fiction que les banques occidentales qui ont fait des prêts à la Pologne les « ont » toujours et donc pourraient, elles, rembourser leurs propres créanciers ! Or le 13 août, le Mexique se déclare en cessation de paiement. Il doit 80 milliards de dollars, dont 60 à 1 100 banques occidentales. Et c'est la ruée. Tous les grands endettés, tel le Brésil, se déclarent l'un après l'autre hors d'état de rembourser, ni intérêt ni principal. Avec quoi ? On ne leur achète plus rien, et ne leur prête plus rien.

La crise que chacun redoutait se noue. Elle prend l'allure d'une « crise de la dissuasion ». Le monétarisme met les firmes du « vieux régime de développement », et les États du fordisme périphérique qui s'y étaient lancés tardivement, au bord de la faillite. Mais leur faillite serait celle de tout le système monétaire. Le monétarisme a conduit le monde, et en particulier les États-Unis, au bord du gouffre. C'est le monétarisme qui est jeté par-dessus bord.

Dès juillet, la FED abandonne toute ambition de contrôler la masse monétaire et change d'objectif : il s'agit maintenant de pseudo-valider tout ce dont la dévalorisation précipiterait la catastrophe. Les taux d'intérêt (Federal Funds) chutent en deux mois de 15 à 9%. Les représentants américains à la Banque des Règlements Internationaux et au Fonds Monétaire International organisent in extremis un « sauvetage » des pays en faillite. Les élections approchent, aux États-Unis comme en Angleterre. Il est temps de s'offrir le luxe d'une mini-relance : d'ailleurs les stocks sont au plus bas, les machines vieillies, le renouvellement des automobiles trop longtemps retardé. Le retour à la reproduction simple, après deux ans de récession, de décapitalisation, de dévalorisation, impose une « reprise technique » !

Cette reprise est amenée aux États-Unis par les moyens du keynésianisme le plus livresque : *tax cuts* + dépenses gouvernementales dans les industries d'armement + laxisme monétaire. La masse monétaire  $M_1$ , dont la croissance avait été contenue à 4% de l'été 81 à l'été 82 croît de 14% dans les 12 mois suivants. Mais le déficit budgétaire se creuse encore plus vite, pompant les capitaux disponibles et la nouvelle monnaie créée. Le taux d'intérêt réel ne baisse pas, ce qui bloque l'investissement. Cet « effet d'éviction » n'empêche pas les banques américaines d'injecter 40 milliards sur le marché de l'euro-dollar, facilitant le sauvetage des pays endettés.

Sauvetage est un bien grand mot. En réalité, l'équilibre de la terreur se maintient, sans plus s'aggraver certes, mais à un niveau profondément dégradé.

Côté prêteurs : pour les seuls trois plus gros débiteurs d'Amérique Latine (Brésil, Mexique, Vénézuéla), le rapport des créances sur les fonds propres des banques atteint 180% pour la Citicorp, 183% pour la Chase Manhattan, 174% pour Hanover, 148% pour la Bank of America, etc. (en masse, il s'agit de 5 à 8 milliards par banque).

Côté débiteurs : si le Mexique accepte (à la faveur d'une succession présidentielle) de passer sous les fourches caudines du FMI, le Brésil, après des promesses d'assainissement, déclare en décembre 1982 ne plus vouloir rien payer (cette année-là le service de la dette atteint d'ailleurs l'ordre de grandeur de ses exportations !), signe avec le FMI une nouvelle lettre d'intention en janvier, dénoncée par celui-ci qui constate en mai puis en août 1983 qu'elle n'est pas suivie d'effet, en signe une nouvelle en septembre, etc. Ainsi, de menaces de moratoire unilatéral en mesures de rigueur vite annulées face aux insurrections urbaines qu'elles déclenchent, le Brésil arrache au FMI et à la BRI tranche après tranche de crédit, chacune donnant le feu vert à une reconduction des crédits des banques privées.

Plus largement, le *Bulletin du FMI* du 1<sup>er</sup> août 1983 évalue à 75 milliards le montant des dettes renégocié depuis août 1982 par les trois pays cités plus l'Argentine et la Pologne, auxquels s'ajoutent encore 25 milliards renégociés par une dizaine d'autres pays. Il faut savoir que dans les 25 années précédentes, 13 accords seulement avaient concerné les banques commerciales, et que les montants les plus récents étaient de 3 milliards pour la Turquie en 1979 et 4,8 milliards pour la Pologne en 1982!

À l'évidence, la renégociation de la dette a depuis un an changé de nature. Il ne s'agit plus d'ajustements ponctuels concernant un pays particulier. Il s'agit de reconnaître, d'une façon ou d'une autre, qu'une grande partie de la monnaie de crédit internationale n'est plus gagée sur rien (mais son passage par profits et pertes entraînerait la faillite du système bancaire mondial)... ou alors qu'elle est aussi gelée que le capital d'un actionnaire dans les « fonds propres » du fordisme périphérique en panne.

#### EN GUISE DE CONCLUSION

Plusieurs pays du Tiers monde sont aujourd'hui un peu dans la situation de la sidérurgie française hier et peut-être de l'électro-nucléaire demain. Ils ont certes gaspillé des crédits, mais avant tout ils ont investi. Ils ont investi sur un modèle de développement extrêmement contestable du point de vue social et culturel, mais toute la communauté financière mondiale les invitait, voire les obligeait, à le faire. Ce modèle exportateur est en effet celui-là même que leur a dicté le FMI depuis une décennie<sup>19</sup>.

Ce modèle entre en crise (entre autres) parce que cet investissement se révèle sans débouché. Quand cela arrive pour une entreprise dans un pays, ou bien on la « dégraisse », et le syndic répartit les dépouilles entre les créanciers prioritaires, ou bien on socialise sa dette à coup de subventions, d'injection de crédits irrecouvrables, ou encore on la nationalise. Quand il s'agit d'une grande entreprise, et a fortiori d'une branche entière, c'est ce qui se passe généralement.

Le dégraissage a ses partisans: « Il ne sert à rien de dire qu'il est politiquement irréaliste, écrit le *Banker*<sup>20</sup>. Les révolutions sont également un processus d'ajustement. Un pays peut se mettre sans dessus dessous et exterminer une bonne partie de sa population, il n'en restera pas moins tenu de ne pas dépenser au delà de ce que lui permet son revenu s'il ne peut obtenir ni prêt ni subvention et si ses réserves sont à sec ». Tel est probablement le projet d'une bonne partie de la communauté financière

19. Comme le souligne justement M.F. L'Hériteau [1982].

20. Article de R. Pringle, « How Developing Countries Are Coping with Their Debt », décembre 1982. L'article commence par souligner que la stratégie de croissance par endettement des NPI était tout à fait jouable dans les années 1970 et a eu des effets positifs.

internationale: négociier (moyennant agios) un rééchelonnement du service de la dette, pour récupérer ce qui peut l'être et le réinvestir ailleurs. Ces plans de rééchelonnement (du type Rohatyn ou Zombanakis) ont l'avantage d'éviter l'imbécile catastrophisme des Shyloks monétaristes, mais ce faisant ils ne font qu'enfoncer la porte aujourd'hui grande ouverte de l'inanité de ce monétarisme, et font payer à tempérament aux masses populaires du Sud les errements des gouvernements du Nord dans les années 1979-1982.

À l'autre extrême, la menace de la pure et simple annulation de la dette (ou du moratoire perpétuel). Après tout, l'URSS n'a jamais payé les Emprunts Russes, ni l'Allemagne ses Dommages de Guerre, et le système financier mondial ne s'est pas écroulé pour autant. Ce sont les petits rentiers français qui ont payé, par annulation de leur patrimoine. Mais comment, à l'époque de la pure monnaie de crédit, s'épongerait le trou dans la comptabilité des grandes banques créditrices? Les banques européennes ont d'ores et déjà commencé à passer en provision pour pertes leurs avoirs sur la Pologne. Mais cela se traduit par une hausse de leur taux d'intérêt réel, qui pèse sur l'investissement nouveau.

Autre solution: pour ne pas mettre les banques en faillite ou ne pas dégrader leur capacité de prêt, faire payer le trou du Tiers monde par une caisse de compensation alimentée par des impôts prélevés dans les pays industriels développés. Généreuse initiative non dénuée de fondements économiques mais dont la crédibilité politique apparaît des plus douteuses.

Face à une telle impasse, le plus raisonnable paraît être de faire comme d'habitude: monétiser les dettes, en espérant que par cela même une bonne part des investissements imprudemment engagés pourra trouver les débouchés qu'ils attendaient, et que la dévalorisation de l'autre part se noiera dans un petit surcroît d'inflation mondiale. Concrètement: distribuer gratuitement au Tiers monde endetté de la monnaie-papier mondiale, des Droits de Tirage Spéciaux. Solution à laquelle se rallie peu à peu le Fond Monétaire International, en « plaidant discrètement en faveur d'une augmentation des liquidités tous azimuts »<sup>21</sup>, tout en exigeant des plus endettés les « ajustements » les plus sévères (toujours au détriment du marché intérieur). Position fort contradictoire. Un « ajustement » vers l'exportation ne ferait qu'aggraver le profil structurel des NPI, qui a conduit à la crise de 1981-1982, en l'absence d'une reprise vigoureuse de la demande mondiale.

21. Selon le titre du dossier de Paul Fabra (*Le Monde* du 13 septembre 1983), qui souligne « les contradictions du mentor des nations endettées ». Ce rapport prêche en effet à la fois pour un extrême rigorisme interne, et pour un laxisme monétaire qui relancera l'inflation mondiale.

En réalité, l'effacement (par la monétisation des dettes) du déficit creusé par le choc monétariste ne peut avoir de sens que s'il ne reconduit pas le modèle antérieur. S'il est l'occasion d'un recentrage des nouveaux pays industrialisés vers un modèle de développement moins greffé sur les soubresauts d'un fordisme central à l'agonie, plus orienté vers un modèle de consommation économe en biens importés, sur des formes de production utilisant plus intensivement les ressources locales, avec un régime d'accumulation moins dépendant des aléatoires débouchés extérieurs. Mais cela suppose des mutations dans l'ordre économique international et des transformations sociales internes qui dépassent de beaucoup la question monétaire.

*Post-scriptum qui n'a rien à voir*

En pleine conférence de Caracas, on apprenait la commande de 160 avions F-16 par la Turquie (15 à 20 millions de dollars l'unité). C'est General Dynamics qui emportait le contrat, aucun autre constructeur n'ayant pu réaliser un montage financier suffisant pour assurer le crédit-acquéreur. Rappelons que la Turquie fut le premier « candidat-NPI » à avoir dû rééchelonner sa dette (justement pour un montant équivalent à la commande de F-16!). Si le monétarisme refuse de pseudo-valider l'achat de moyens de production, il ne se fait apparemment par trop prier quand il s'agit de « la Part Maudite »...

## BIBLIOGRAPHIE

- AGLIETTA M. [1976], *Régulation et crises du capitalisme*, Calmann-Lévy, Paris.
- BOYER R., MISTRAL J. [1978], *Accumulation, inflation et crise*, P.U.F., Paris, réédition 1983.
- C.E.P.I.I. [1980], « Vers des limites financières à la croissance », par J.C. Barthélémy, D. Besnainou, A. Brender, P. Ewencyk, *Économie Prospective Internationale*, no 3.
- C.E.P.R.E.M.A.P. [1977], *Approches de l'inflation : l'exemple français*, rapport au CORDES par Benassy J.P. ; Boyer R., Gelpi R.M., Lipietz A., Mistral J., Munoz J., Ominami C., Paris, mimeo.
- CORIAT B. [1979], *L'atelier et le chronomètre*, Paris, Bourgois.
- HAUSMANN R. [1981], *State Landed Property, Oil Rent and Accumulation in the Venezuelan Economy*, Ph.D. Thesis, Cornell University.

- I.R.F.I. [1982], *Rapport Annuel Mondial sur le Système Économique et les Stratégies*, Economica, Paris.
- KORNAI J. [1979], « Ressource — constrained versus Demand — constrained systems », *Econometrica*, vol. 47 no 4, juillet.
- L'HÉRITEAU M.F. [1982], « Endettement et ajustement structurel: la nouvelle canonnière », *Revue Tiers Monde*, t.XXIII, no 91, juillet.
- LLIEWELLYN D. [1982], « Avoiding an international banking crisis », *National Westminster Bank Quaterly Review*, août. Traduction française dans *Problèmes Économiques* no 1792.
- LIPIETZ A. [1977], *Le capital et son espace*, Paris, Maspéro, réédition 1983.
- LIPIETZ A. [1979], *Crise et inflation: pourquoi?* Paris, Maspéro.
- LIPIETZ A. [1981], *Vers une mondialisation du fordisme?*, Intervention au Symposium International de Sfax (avril 1981). Traduction anglaise: *New Left Review* no 132.
- LIPIETZ A. [1982A], « Derrière la crise: la tendance à la baisse du taux de profit », *Revue Économique* no 2, mars.
- LIPIETZ A. [1982B], « La crise du fordisme périphérique », intervention au Colloque *Problèmes de la reprise européenne et du NOEI*, Modène, novembre 1982, mimeo CEPREMAP 8225, à paraître dans *Espaces et Sociétés*.
- LIPIETZ A. [1983A], « La nouvelle division internationale du travail: propositions théoriques », intervention au Colloque d'Ottawa *Le Canada dans la nouvelle division internationale du Travail*, janvier 1983, Presses Universitaires d'Ottawa, 1984.
- LIPIETZ A. [1983B], « Sur les fordismes périphériques de l'Europe du Sud », intervention au Séminaire de Naxos *European integration: urban and regional problems*, septembre 1983. Mimeo CEPREMAP 8319.
- LIPIETZ A. [1983C], *Le Monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*, La Découverte-Maspéro, Paris.
- MICHALET C.A. [1980], *Banques multinationales, firmes multinationales, et économie mondiale*, mimeo C.E.R.E.M., Université. Paris X.
- PALLOIX C. [1979], « L'économie de crédit international », in *La France et le Tiers Monde*, PUG, Grenoble.